

Déclaration liminaire du SNUipp-FSU à la CAPD du 20 mai 2019



Monsieur le Directeur Académique,

Nous sommes enfin réunis aujourd'hui pour acter les avancements accélérés pour les échelons 6 et 8. Les représentants des personnels du SNUipp-FSU ont le très désagréable sentiment que, de plus en plus, les CAPD se transforment en chambre d'enregistrement de décisions arbitraires sur lesquelles nous n'avons plus aucun contrôle. Les promotions ne sont plus données en fonction d'un barème équitable et transparent. Désormais, pour avoir une chance d'obtenir une accélération de carrière, il faut être excellent, selon des critères flous et dont l'évaluation est subjective et que nous aimerions connaître, Monsieur le Directeur Académique. Plus de vérification possible. Si jusque là, la note apportait une dimension subjective aux promotions des personnels, l'AGS avait malgré tout un poids non négligeable. Pour ces nouvelles promotions, vous avez fait le choix, Monsieur le Directeur Académique, de prendre en compte comme discriminant l'ancienneté dans le grade, pénalisant ainsi de nombreux collègues pour lesquelles plusieurs années de travail dans la fonction publique sont niées. Nous rappelons aussi que les promotions devraient tenir compte dans le choix des promu·es, de l'équilibre femmes/hommes parmi les promouvables. Le SNUipp-FSU demande que la proportion des femmes promues soit à l'image des promouvables, ce qui n'est pas le cas.

Cette donnée n'apparaît pas dans les documents que vous nous avez fournis, aussi, nous vous demandons de faire un point précis sur l'état de cet équilibre.

Les promotions sont actuellement le seul espoir pour les enseignants de voir leur pouvoir d'achat augmenter, d'autant que depuis 2008 aucune revalorisation du point d'indice n'a été faite.

Au SNUipp-FSU, nous réclamons un avancement au rythme le plus rapide, pour tous les enseignants avec une fin de carrière à l'indice terminal 1000.

Difficile dans cette déclaration liminaire de faire l'impasse sur le mouvement des personnels version Jean-Michel Blanquer. Pendant la période de saisie des vœux, nous avons parfois eu l'impression d'assister à un sketch. Une telle impréparation de la part des services du ministère serait comique si elle était sans conséquence sur la vie de nombre de nos collègues. En ce qui concerne notre département, nous faisons le constat que malgré de nouvelles règles strictes imposées par le ministère, vous aviez le choix, Monsieur le Directeur Académique, de limiter la casse en prenant des décisions qui auraient permis un mouvement plus juste pour les enseignants. Au lieu de cela, nous assistons au profilage de postes de plus en plus nombreux, ce qui contribue à nier notre travail de représentants des personnels. Vous avez totalement gommé l'AGS dans le calcul du barème. La quasi totalité des postes fractionnés ont disparu du mouvement, alors même que des collègues les attendaient et espéraient pouvoir postuler dessus. Au SNUipp-FSU, nous avons fait le choix de communiquer le plus possible avec vos services afin de permettre de lever des incompréhensions et de limiter la casse, mais malheureusement, c'est bien en amont que nous aurions dû pouvoir anticiper ce mouvement des personnels. Aujourd'hui encore, nous ne savons pas comment va fonctionner l'algorithme et les remontées de nos collègues dans d'autres départements nous laissent présager le pire.

D'un point de vue plus général, notre société va mal. Toutes les mesures prises par le président Macron et son gouvernement sont injustes et cyniques. Projet de loi sur la fonction publique, loi sur l'école de la confiance, le Lycée, le supérieur, projet de loi sur les retraites... Nous sommes face à un gouvernement qui accentue les inégalités. Et pendant ce temps là, des milliards sont distribués aux plus riches. Les mouvements sociaux de ces derniers mois sont la preuve que le peuple ne veut pas de cette politique libérale et injuste. Et nos dirigeants, conscients de leur

illégitimité choisissent la voie de la violence et du mensonge d'État pour écraser toute contestation. Les violences policières auxquelles on assiste dans les manifestations sont inadmissibles. De plus en plus de collègues enseignants sont mis en garde à vue pour des motifs non fondés. Le nombre de blessés suite aux manifestations ne cesse de s'accroître. Nous sommes face à un gouvernement autoritariste et violent.

Tout est fait pour limiter les libertés individuelles. Dans notre métier, l'article 1 de la Loi pour une école de la confiance en est une parfaite illustration. Les évaluations CP et CE1 illustrent bien aussi cette atteinte à nos libertés. Un excellent article très documenté de Roland Goigoux, autrefois porté aux nues et aujourd'hui nié par l'Éducation Nationale, illustre la manipulation du ministère pour faire dire à ces évaluations ce qui l'arrange. Le projet de note de service de rentrée et les injonctions que le ministre entend imposer l'année prochaine aux enseignants sont un déni total, inadmissible et dangereux de la liberté pédagogique qui fait la richesse de notre métier.

Tout est fait pour individualiser et opposer les gens. Cette année, des sessions de formation « Manager du changement » ont été imposées aux directeurs de l'Essone. Il y est appris à redonner à l'individu que l'on contraint un certain nombre de libertés et des degrés d'autonomie.

Tout est fait pour contrôler et fichier les individus. Un récent courrier que vous avez envoyé dans les écoles concernant éduconect en est, là aussi, une illustration. La mise en place d'un guichet d'authentification unique en ligne est-elle vraiment nécessaire ? Vous expliquez que cette authentification passera obligatoirement par un numéro de mobile des parents. Qu'en sera t-il des parents n'ayant pas de téléphone portable ou des parents qui refusent de le communiquer pour la mise en place de cette plateforme ? Leur avis leur sera t-il demandé ?

Vous précisez aux directeurs que des mises à jour régulières de Onde seront nécessaires.

L'allègement des tâches de direction n'est donc vraiment pas à l'ordre du jour.

Vous avez aussi demandé, Monsieur le directeur académique, aux directrices et directeurs d'évaluer les AESH en poste dans leur école. Au-delà de la surcharge de travail que cela impose aux équipes, nous vous rappelons que ce n'est pas de leur ressort. Nous appelons donc nos collègues à ne pas répondre à cette demande.

De nombreux enseignants sont depuis plusieurs mois mobilisés pour défendre une école à l'extrême opposé de celle que veut nous imposer notre ministre. Il serait temps qu'au delà des EPLESF, qui ont cristallisé la contestation, Jean-Michel Blanquer renonce à toute sa loi pour l'école de la confiance et qu'il laisse les enseignants faire leur travail. Le SNUipp-FSU continuera à s'engager auprès des parents, des enseignants et de tous les usagers de l'école afin de sauvegarder et de renforcer un Service Public d'Éducation à la hauteur des enjeux de notre société.